



67ème session de l'Assemblée générale

6ème Commission

Point 80 de l'ordre du jour

État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

Status of the Protocols Additional to the Geneva Conventions of 1949 and relating to the protection of victims of armed conflicts

New York, le 22 octobre 2012

Déclaration de M. Nikolas Stürchler, conseiller juridique

Monsieur le Président,

Dépositaire des Conventions de Genève et des trois Protocoles additionnels, la Suisse attache une importance particulière à ce que ces instruments soient universellement ratifiés. Si c'est le cas des Conventions de Genève, nous rappelons ici que les trois Protocoles additionnels, eux, ne sont pas encore ratifiés par la totalité des Etats, mais respectivement par 172, 166 et 60 Etats. Afin que ces derniers atteignent eux aussi l'universalité, la Suisse encourage les Etats à les ratifier. La Suisse encourage en outre les États parties au Premier Protocole additionnel qui ne l'auraient pas encore fait à reconnaître la compétence de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits instituée par l'article 90 du Premier Protocole additionnel. Cette reconnaissance peut se faire par simple déclaration remise au Dépositaire.

En outre, la Suisse soutient l'idée d'assister les Etats membres dans leurs activités de reporting au Secrétaire général par l'élaboration d'un questionnaire ou de lignes directrices, telle que prévu par l'OP 13 de la dernière version de la résolution 65/29 de l'Assemblée générale.

En novembre 2011, la 31^{ème} Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a eu lieu à Genève. Les Etats ont réaffirmé à cette occasion que le droit international humanitaire reste un cadre approprié pour régler le comportement des parties à un conflit armé, mais ils ont également déploré le fait qu'il ne soit, bien trop souvent, pas respecté. Or, le droit n'est efficace que s'il est respecté.

Forte de ce constat et convaincue qu'un meilleur respect du droit international humanitaire permettra d'améliorer le sort des victimes des conflits armés, la Suisse a saisi l'occasion de la 31^{ème} Conférence internationale pour lancer, conjointement avec le CICR, une initiative sur le renforcement du respect du droit international humanitaire. Cette initiative a été consacrée par la Conférence internationale. Par voie de résolution, la Conférence a exprimé son appréciation à l'égard de la Suisse « pour son engagement à explorer et identifier des moyens concrets de renforcer l'application du droit international humanitaire et à consolider le dialogue sur des questions de droit international humanitaire entre les États ».

Afin de lancer le débat avec les Etats, le 13 juillet 2012, la Suisse a organisé, conjointement avec le CICR, une première réunion informelle d'Etats sur le renforcement du respect du droit international humanitaire. Les Etats y ont manifesté leur volonté d'intensifier et de renforcer le dialogue sur cette question. Cette prise de conscience est très positive et la Suisse va maintenant s'engager pour que ce dialogue devienne plus régulier et plus systématique. A cette fin, elle organisera une nouvelle réunion d'Etats en 2013. La Suisse va continuer ses consultations avec les Etats et les autres acteurs concernés dans le but d'identifier des idées et des solutions qui pourront être discutées lors de cette prochaine réunion, notamment les questions liées aux mécanismes de mise en œuvre et à l'absence de cadre institutionnel dans le domaine du droit international humanitaire.

Monsieur le Président,

Ma délégation souhaiterait également vous informer des derniers développements dans le domaine des entreprises militaires et de sécurité privées. Le Document de Montreux de 2008 sur les entreprises militaires et de sécurité privées est maintenant soutenu par 42 Etats ainsi que par l'Union européenne. La Suisse a l'intention d'organiser à la fin de 2013, en coopération avec le CICR, une conférence « Montreux + 5 ». Cette conférence sera l'occasion d'analyser les cinq premières années du Document de Montreux, de voir comment élargir le cercle des Etats et des organisations internationales soutenant le document et surtout d'évaluer les mesures et instruments qui pourraient aider les Etats et les organisations internationales à mettre en œuvre leurs obligations internationales.

Monsieur le Président,

Un autre défi pour lequel la Suisse s'engage activement est celui de l'accès humanitaire. L'accès aux populations civiles par les acteurs humanitaires est une condition fondamentale pour une action humanitaire efficace : en cas de conflit armé, de nombreux obstacles compliquent cet accès, voire l'empêchent. La Suisse a publié en collaboration avec d'autres partenaires un vadémécum sur le cadre juridique et un manuel pratique qui vise à améliorer le volet opérationnel de l'aide, en présentant et en diffusant une approche structurée et des directives pour obtenir et maintenir l'accès humanitaire. Ces ouvrages s'adressent en premier lieu aux acteurs humanitaires eux-mêmes.

Enfin, je peux vous assurer, Monsieur le Président, que la Suisse va continuer à s'engager à respecter et à faire respecter le droit international humanitaire.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

As the Depositary of the Geneva Conventions and the three Additional Protocols, Switzerland attaches great importance to achieving universal ratification of these instruments. While this is already the case for the Geneva Conventions themselves, we would like to recall that the three Additional Protocols have been ratified not by all Member States, but only by 172, 166, and 60 States respectively. In

order to achieve universal acceptance of the Additional Protocols, Switzerland would like to encourage States to ratify them. Switzerland would also like to encourage States party to the First Additional Protocol, if they have not already done so, to recognize the competence of the International Humanitarian Fact-Finding Commission established under article 90 of the First Additional Protocol. Such recognition may be made by depositing a simple declaration to that effect with the Depositary.

Furthermore, Switzerland supports the idea of assisting the reporting activities of member States to the Secretary-General by the elaboration of a questionnaire or guidelines, as envisaged by OP13 of the latest version of General Assembly resolution 65/29.

In November 2011, the 31st International Conference of the Red Cross and Red Crescent was held in Geneva. The States reaffirmed that international humanitarian law remains an appropriate framework for regulating the behaviour of parties to armed conflicts. At the same time, however, they deplored the fact that, far too often, it is not sufficiently respected. For law to be effective, however, it must be respected.

With this in mind, and convinced that greater respect for international humanitarian law would make it possible to improve the lot of victims of armed conflicts, at the 31st International Conference Switzerland launched, jointly with the ICRC, an initiative for strengthening compliance with international humanitarian law. This initiative was endorsed by the International Conference. By way of a resolution, the Conference expressed its appreciation to the government of Switzerland "for its commitment to explore and identify concrete ways and means to strengthen the application of international humanitarian law and reinforce dialogue on international humanitarian law issues among States".

In order to launch the discussion among States, Switzerland, in cooperation with the ICRC, convened on 13 July 2012 a first informal meeting of States on Strengthening Compliance with International Humanitarian Law. At that meeting, the States demonstrated their commitment to intensifying and strengthening the dialogue on this issue. This heightened awareness is a very positive sign, and Switzerland will now work to ensure that this dialogue is conducted on a more regular and systematic basis. To this end, it will organize a second meeting of States in 2013. Switzerland will continue its consultations with the States and other stakeholders in order to explore ideas and solutions on which discussions at this next meeting could focus, in particular with regard to international humanitarian law compliance mechanisms and the absence of an institutional framework.

Mr. Chairman,

My delegation would also like to inform you with regard to the most recent developments in the area of private military and security companies. The 2008 Montreux document on private military and security companies is now supported by 42 States and the European Union. Switzerland, in cooperation with the ICRC, is currently planning a conference entitled "Montreux +5" to be held at the end of 2013. This conference will provide an opportunity to review the first five years of the Montreux Document, to consider ways of enlarging the circle of States and international organizations that support the Document and, above all, to assess the measures and instruments that could assist States and international organizations in the implementation of their international obligations.

Mr. Chairman,

Another challenge to which Switzerland has actively committed itself is that of enabling humanitarian access. Access of humanitarian actors to civilian populations is a fundamental prerequisite for effective humanitarian action: in situations of armed conflict, numerous obstacles can complicate or even prevent such access. Switzerland, in collaboration with other partners, has published a handbook on the legal framework of humanitarian access, as well as a practical manual aimed at facilitating the operational aspects by outlining and promoting a structured approach, with guidelines for obtaining

and maintaining humanitarian access. These instruments have been designed above all for the use of humanitarian actors in the field.

Finally, Mr. Chairman, you have my assurance that Switzerland will continue to fulfill its commitment to respect, and to ensure respect for, international humanitarian law.

Thank you.